

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission du logement, des affaires
foncières, de l'économie numérique,
de la communication et de l'artisanat

Papeete, le 15 OCT. 2014

N° 136-2014

RAPPORT

Document mis
en distribution

Le 15 OCT. 2014

relatif à un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2013 de l'établissement public, industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » et affectation du résultat,

présenté au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat,

par Monsieur le représentant Félix FAATAU,

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4675/PR du 22 août 2014, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2013 de l'établissement public industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » et affectation du résultat.

1.- LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2013

✓ 3 814 demandes d'aides au logement valides

Au 31 décembre 2013, l'OPH recensait 3 814 dossiers valides¹ de demandes d'aides au logement, dont 2 458 en habitat groupé et 1 356 en habitat dispersé.

✓ Peu de logements livrés

L'année 2013 a été marquée par la faiblesse du nombre de logements livrés :

Livraison de logements par l'OPH durant les six dernières années

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Habitat groupé	42	192	56	42	30	32
Habitat dispersé	224	213	198	93	21	1
TOTAL	266	405	254	135	51	33

On constate donc un faible niveau de livraison de logements en habitat groupé (*livraison de 12 logements de la résidence TEPAPA 3 et 20 logements de la résidence PERETUNA*) et l'absence de nouveaux programmes en habitat dispersé.

¹ Un dossier a une période de validité de 5 années et doit ensuite faire l'objet d'une réactualisation par les familles.

✓ Une augmentation de la consommation des crédits du Contrat de projets

Le principal outil financier de l'OPH pour la réalisation de logements sociaux est le Contrat de projets (CDP) cofinancé par le Pays et l'État à hauteur de 80 % et par l'OPH pour le reliquat.

Au 31 décembre 2013, le taux d'engagement des opérations financées au CDP passe à 25 % et le taux de liquidation est arrêté à 7 % sur une enveloppe de 19,8 milliards de francs CFP. En effet, le renouvellement du CDP a permis de lancer de nouvelles opérations.

✓ Une relative stabilité du niveau de recouvrement des impayés de loyers

Durant les exercices précédents, un mouvement important d'admissions en non-valeur avait notamment permis une diminution substantielle des impayés. En dépit des efforts maintenus en matière de recouvrement, le creusement des impayés s'accroît une nouvelle fois en 2013, pour atteindre 2,39 milliards de francs CFP.

Toutefois, les efforts en matière de recouvrement se sont poursuivis, avec un encours de procédures contentieuses élevé et notamment de résiliations sur l'exercice (*414 dossiers en cours au 31 décembre 2013 dont 176 dossiers pour lesquels la résiliation est prononcée par jugement ou ordonnance en référé*). Aucune expulsion n'a pu être menée à son terme en 2013 (*pour rappel, 3 en 2012, 4 en 2011 et 2 en 2010*), réduisant l'effet comminatoire escompté sur les autres débiteurs.

Au 31 décembre 2013, le taux de recouvrement global² s'établit à 83,28 % contre 83,84 % en fin 2012. Cette légère baisse résulte notamment des difficultés récurrentes rencontrées par l'OPH dans le recouvrement des loyers (*loyer souvent considéré par les locataires comme une dépense non obligatoire du foyer, mise en œuvre difficile des procédures d'expulsion, contestations du paiement du loyer dans certains lotissements ...*).

✓ Un nombre d'actions contentieuses en recul

L'action contentieuse vise à faire constater par le tribunal, la clause résolutoire pour non paiement des loyers contenue dans le bail. Elle s'est poursuivie activement en 2013, même si leur nombre a baissé entre 2012 et 2013. Les actions ont été plus efficaces, ce qui a permis de stabiliser le taux de recouvrement global.

En 2013, il a été privilégié de relancer les locataires par des convocations et de se rapprocher des partenaires sociaux sur certains dossiers cependant sans résultats notables sur le recouvrement. À cela on doit y ajouter le contexte électoral (*mai 2013*), l'absence d'expulsions (*et par la même occasion d'effet comminatoire*), la démotivation de certains agents du recouvrement et enfin le défaut de recouvrement des charges en particulier sur l'accession.

✓ Une réforme de l'aide familiale au logement (AFL) attendue

En l'absence d'un dispositif général d'aide personnalisée au logement, les revenus des ménages sont souvent insuffisants pour faire face au paiement des loyers du parc social de l'OPH. Pour y pallier, et dans l'attente de la mise en place de ce dispositif, l'OPH gère une aide appelée communément AFL, apportée par le budget du Pays. Cette aide est apportée aux ménages en fonction du niveau du revenu moyen mensuel (RMM) et de la moyenne économique journalière (MEJ).³

Ce dispositif avait été mis en place parallèlement à la mise en place du loyer d'équilibre pour le parc nouveau afin de maintenir la participation des ménages à un niveau compatible avec leurs facultés financières. L'objectif escompté n'a pas été atteint en raison des difficultés rencontrées par l'OPH pour obtenir les informations sur les revenus familiaux.

L'avancée des réformes de fond, de type revalorisation de la grille des loyers ou réforme de l'Aide Familiale au Logement lui permettant de chercher à terme un équilibre endogène reste un enjeu majeur pour l'OPH, mais qui paraît globalement difficile à mettre en œuvre au regard du contexte économique actuel.

² Taux de recouvrement global : rapport entre le cumul des sommes encaissées et le cumul des sommes quittancées depuis l'origine et quelle que soit leur nature (participation personnelle, aide familiale au logement, admission en non valeur).

³ MEJ = RMM / coefficient social fixé en fonction de la composition des ménages.

Comme précisé à l'exercice précédent, cette évolution est primordiale dans la mesure où le financement par subvention de fonctionnement se fragilise dans le temps et que l'activité de gestion locative pourrait devenir le cœur de mission de l'OPH suite aux projets de restructuration confirmés en 2013 par les recrutements de personnels du FDA et de la SAGEP (52 agents), ainsi que par l'annonce d'un nouvel opérateur « constructions », en discussion avec la Caisse des Dépôts et des Consignations.

✓ Une accession stagnante

La mise en accession à la propriété de plusieurs lotissements décidée depuis de nombreuses années est empêchée par des raisons variées (*absence de certificat de conformité, défaut de transfert de propriété des assises foncières à l'OPH qui parfois se cumulent*).

Pour d'autres lotissements, la vente des logements a du être retardée à cause des PGA qui conditionnent souvent la constructibilité du terrain à des surfaces minimales de l'assise foncière (500 à 800 m²).

Les logements sociaux ayant été construits sur des parcelles de surfaces inférieures, les notaires ont procédé à l'établissement de règlements de copropriété dont les règles de gestion sont plus modernes et adaptées que celles des associations syndicales soumises à des cahiers des charges (*VAIOPU 2, TEPUHAPA et HAMUTA*). Les prix et modalités de la vente des logements d'ERIMA social ont été redéfinis en décembre 2013.

En 2013, 19 lots ont été vendus :

- 1 logement de la résidence Atima ;
- 1 logement de la résidence Maire Nui ;
- 14 logements de la résidence Taapuna ;
- 3 logements de la résidence Vaiterupe.

2.- L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2013

À la clôture de l'exercice 2013, le compte financier de l'Office polynésien de l'habitat se présente comme suit :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
RECETTES	2 875 169 981	2 023 920 878	4 899 090 859
DÉPENSES	3 347 689 400	1 970 259 861	5 317 949 261
RÉSULTAT	-472 519 419	53 661 017	-418 858 402

Après trois exercices déficitaires, les comptes 2013 de l'OPH se caractérisent par un nouveau résultat de fonctionnement déficitaire, à hauteur de - 472 519 419 F CFP, plus élevé que lors de l'exercice précédent mais proche de celui de 2011, qui relève en partie de la réduction d'activité de construction (*pas de nouveaux programmes en commercial, faible production en habitat groupé*), mais essentiellement d'une augmentation de la masse salariale.

2.1. Les recettes de fonctionnement

On constate une légère augmentation des trois sources (*revenus propres, subventions de fonctionnement et subventions sur ressources affectées*). Les ressources propres représentent la moitié des recettes de fonctionnement. Il est aussi constaté une augmentation des ressources affectées en lien avec la prise en compte de la mise en œuvre du programme en habitat dispersé inscrit au Contrat de projets.

	2011	2012	2013	Var. 2013/2012
Ressources propres	1 288 941 670	1 073 540 237	1 102 745 377	+3%
Subventions	1 375 013 491	1 031 083 749	1 193 076 177	+16%
Autres ressources	941 021 893	638 647 265	579 348 427	-10%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 604 977 054	2 743 271 251	2 875 169 981	+5%

2.1.1. Les revenus d'activités propres à l'OPH

Les ressources propres passent de 1,288 milliard en 2011 à 1,073 milliard en 2012 (- 16,7 %), pour s'établir à 1,102 milliard F CFP en 2013 (+3%).

Les loyers, qui constituent la principale ressource propre de l'établissement, chutent de 1,84% tout comme l'exercice précédent qui avait connu une chute de 11% après une croissance sur plusieurs exercices (+ 11 % en 2011 et + 15 % en 2010). Cette évolution baissière est principalement liée à la suspension du quittancement du lotissement Te Puhapa. La variation s'explique également par l'absence en 2013 de régularisations sur comptes clients suite à accession (*Taapuna, Atima et Vaiterupe*). La livraison de 32 logements des lotissements PERETUNA (*mai 2013*) et TEPAPA 3 (*septembre 2013*), a eu un impact limité sur le niveau des loyers quittancés sur l'exercice.

La refacturation des charges locatives diminue de son côté de près de 14,25%, en lien principalement avec la réduction du rythme de rattrapage des exercices précédents.

La RMO (rémunération de maîtrise d'ouvrage) passe de 39,3 M F CFP en 2012 à 103,6 M F CFP en 2013 et représente près de 10 % des revenus d'activité propres à l'établissement en 2013, contre 4% en 2012, 6 % en 2011 et 12,3 % en 2010. Toutefois, il était prévu une enveloppe de près de 250 MF CFP au titre de la RMO 2013. Les retards de mise en route des chantiers n'ont pas permis de bénéficier pour 2013 de cette recette.

L'activité commerciale de l'OPH accuse un ralentissement identique à 2012 puisqu'aucun nouveau programme n'a été lancé en 2013 et que seules 2 ventes ont été enregistrées sur cet exercice. Ainsi le chiffre d'affaires de l'activité commerciale s'élève à 10 MF CFP pour un gain net de 7 MF CFP. En 2012, 3 ventes étaient recensées pour un chiffre d'affaires de 11 MF CFP et une perte nette de 20 MF CFP.

2.1.2. Les subventions

Constituant une contribution importante à l'équilibre financier de l'OPH, les subventions tendent toutefois à se réduire pour ne représenter plus que la moitié des recettes de fonctionnement de l'établissement en 2013 (*quand elles ont représenté plus des deux tiers pendant de nombreuses années et ce jusqu'en 2010*). Toutefois cette tendance qui pourrait sembler positive puisque un des objectifs de l'établissement est de se rendre moins tributaire et dépendant des subventions de fonctionnement, n'est que la traduction littérale d'une baisse plus importante des subventions que des ressources propres de l'établissement.

Suivant la tendance initiée en 2009, les arbitrages opérés par le Pays compte tenu de la situation délicate de ses finances ont conduit à une diminution des fonds alloués au titre de la subvention de fonctionnement qui vient, depuis 2006, compenser la désaffectation du FSH. Alors que le Pays s'était engagé à verser annuellement 700 millions de F CFP à l'OPH sur la base du montant du dernier produit perçu au titre du FSH, 559 millions de F CFP ont été alloués à l'établissement en 2013, soit la même participation que sur l'exercice précédent. De même, une baisse de 21 % est enregistrée pour l'attribution de la subvention CAH qui passe de 226 millions F CFP en 2012 à 179 millions F CFP en 2013.

Quant aux subventions d'habitat dispersé, elles sont principalement le fait de la prise en compte du programme 118 Fare bois. Cette hausse de 206 MF CFP (*85 MF CFP en 2012 et 291 MF CFP en 2013*) soit + 242%, se répercute directement sur la RMO qui est une conséquence directe de l'activité de l'établissement et qui augmente également.

2.1.3. Les autres ressources de l'établissement

Les produits financiers s'élèvent à 48,7 millions de F CFP et sont stables, issus comme pour l'exercice précédent de la comptabilisation des flux liés à la défiscalisation (*remboursement du prêt consenti aux défiscalisants*).

Les produits exceptionnels représentent quant à eux de 48,2 MF CFP (*produits exceptionnels sur opération de gestion principalement liés à la livraison de logements*), hors quote-part des subventions virées au résultat, de l'ordre de 466 MF CFP.

2.2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de l'OPH s'élèvent à 3 347 689 400 F CFP en 2013 et augmentent fortement par rapport à l'année précédente (+ 20 %).

	2010	2011	2012	2013
Achats	567 716 856	410 181 952	175 360 848	480 564 600
Services extérieurs	810 427 615	516 535 627	455 777 908	404 934 132
Autres services extérieurs	727 737 459	466 820 206	194 423 879	88 776 618
Impôts et taxes	255 340	319 993	45 807 110	-13 413 584
Charges de personnel	822 042 799	825 008 547	839 530 609	1 244 600 835
Autres charges de gestion courante	80 037 473	410 170 802	4 076 360	69 075
Charges financières	253 753 826	141 777 062	88 602 774	108 237 348
Charges exceptionnelles	209 926 896	106 721 367	38 828 776	90 568 649
Dotations aux amortissements	1 074 469 154	1 162 003 653	935 989 715	943 301 727
Impôt sur les bénéfices	1 765 728	1 099 034	- 363 327	50 000
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	4 548 133 146	4 040 638 243	2 778 034 652	3 347 689 400

On constate une nette augmentation des dépenses liées aux programmes d'habitat dispersé. Il est aussi constaté une réduction des dépenses d'entretien et de grosses réparations.

L'exercice 2013 est marqué par une hausse des dépenses de l'OPH, excepté pour l'activité commerciale. Cette hausse est essentiellement due à l'évolution de la masse salariale qui affiche une progression de 48,2%. Cette hausse est la conséquence de l'intégration de 52 personnes issues du Fonds de Développement des Archipels (46) et de la SAGEP (6), en plus du plan de départ volontaire initié par l'OPH (*pour près de 276 MF CFP*).

Depuis plusieurs années, l'activité d'habitat dispersé souffre d'une réduction d'activité, liée jusqu'en 2011 à des contraintes juridiques et budgétaires relatives au système de subventionnement par le Pays. Ces contraintes étant levées, l'activité ne se réfère qu'à la mise en œuvre d'un seul nouveau programme (*118 Fare bois*).

D'anciens programmes sont restés actifs en 2013 :

- o 30 Fare durs 2007
- o 34 Fare bois ex FDA
- o 465 Fare bois 2008

Outre la perte de vitesse des activités de construction en habitat dispersé et en commercial, **les charges de fonctionnement** de l'OPH témoignent d'une volonté affirmée depuis plusieurs années de restriction et de contrôle. La majorité des postes de dépenses sont contenues en 2013 par rapport à l'année 2012. Les évolutions les plus importantes concernent :

- **Le poste des services extérieurs** est en baisse. L'effort de lutte contre le vieillissement du parc et de remise en état avant accession reste néanmoins un objectif prioritaire pour l'OPH en dépit des contraintes budgétaires.
- **Le montant des autres services extérieurs** se contracte de 28,2% pour s'inscrire à 84 millions de F CFP, hors activités des cellules habitat dispersé et commercial. Les autres principaux postes (*travaux et prestations exécutés à l'extérieur, frais postaux et de télécommunications, honoraires et frais d'actes et de contentieux*) ont également été réduits entre 2012 et 2013.
- **Les impôts et taxes** connaissent pour leur part une chute par rapport aux exercices précédents.
- **Les frais de personnel** progressent de 48,2 % compte tenu essentiellement des recrutements des agents FDA et SAGEP et de la mise en place de la dotation relative au plan départ volontaire.

	2010	2011	2012	2013
Contrats à durée indéterminée (CDI)	130	126	124	146
Contrats à durée déterminée (CDD)	16	13	1	1
TOTAL	146	139	125	147

- Les charges financières, déjà en forte diminution en 2012, réamorcent une hausse de 20 MF CFP.
- Les dotations aux amortissements et provisions restent stables.
- La provision pour clients douteux concerne en 2013 les seules créances de loyers et hors loyers pour un montant de 149 millions de F CFP.

2.3. Les investissements

2.3.1. Le financement sur ressources externes

Le montant des recettes d'investissement en 2013 est de 2 023 920 878 F CFP.

	2010	2011	2012	2013
Subventions d'investissement	582 475 281	467 393 797	554 891 051	995 000 023
Provisions pour charges d'exploitation	228 637 358	341 875 569	27 614 112	41 535 630
Emprunts	18 424 302	303 866 646	18 460 901	222 955 962
Immobilisations corporelles	97 400 699	17 112 489	11 577 067	12 446 520
Immobilisations en cours	253 656	-	-	-
Amortissements des immobilisations	738 412 490	724 670 774	775 317 627	751 982 743
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 665 603 786	1 854 919 275	1 387 860 758	2 023 920 878

En 2013, 995 millions de F CFP de subventions d'investissement ont été comptabilisés contre près de 555 millions en 2012 et 467 millions en 2011.

De nouveaux programmes ont vu leur convention de financement être validée, les subventions perçues en 2013 sont constituées du programme 118 Fare bois ou de la poursuite des opérations déjà inscrites au Contrat de projets, que ce soit en phase « études » pour la majorité ou en phase « travaux ».

Une subvention liée aux grosses réparations, d'un montant de 200 millions de F CFP, a été allouée par le Pays pour faire face aux travaux de sécurisation des lotissements les plus urgents (dont 100 millions de F CFP versés).

L'endettement global est structurellement constitué des financements souscrits auprès de l'AFD (71 % du financement) et également auprès de Dexia avec les opérations Vaimaruia et Teiato menées en défiscalisation (26 %). L'OPH a procédé à un nouveau tirage auprès de l'Agence française de développement, l'endettement n'a donc pas diminué suite au remboursement de 243 millions de F CFP de capital emprunté.

En 2013, l'OPH a décidé de comptabiliser les provisions pour grosses réparations à hauteur de 30 millions de F CFP, jusqu'alors calculées sur la base d'1 % de la balance d'entrée du compte construction. Cette méthode mathématique de calcul ne répondant pas au principe de sincérité comptable, l'année prochaine un nouveau calcul plus en phase avec la réalité des besoins devrait être présenté afin de présenter une provision pour grosses réparations qui s'appuie sur un véritable programme pluriannuel d'intervention sur le parc.

2.3.2. L'utilisation des ressources d'investissement

Les dépenses d'investissement s'établissent à 1 970 259 861 F CFP en 2013. Le poste des immobilisations a augmenté compte tenu de l'intégration de 2 lotissements.

	2010	2011	2012	2013
Subvention d'investissement inscrite au compte de résultat	391 784 509	391 358 417	434 261 118	466 474 236
Provisions risques et charges	38 391 154	22 548 160	118 210 245	15 864 113
Emprunts	832 471 913	260 081 744	261 415 851	269 644 367
Immobilisations incorporelles	30 082 915	20 281 082	24 136 279	3 855 449
Immobilisations corporelles	281 030 410	469 104 401	61 821 388	- 40 123 327
Immobilisations en cours	543 818 145	431 733 640	642 818 712	1 254 545 023
Dépôts et cautionnements	-	-	26 968 000	-
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	2 117 579 046	1 595 107 444	1 569 631 593	1 970 259 861

✓ *Les terrains*

L'OPH n'a pas acquis de nouveaux terrains en 2013. Par ailleurs, l'activité « accession » a conduit à la sortie de terrains de l'actif à hauteur de 105 millions F CFP répartis sur 4 lotissements (*Taapuna, Vaiterupe, Maire Nui et Atima Nui*).

✓ *Les constructions* ont augmenté de 514 millions F CFP en valeur brute par rapport à l'année 2012.

Le poste bâtiment, tout d'abord, augmente de près de 621 millions de F CFP témoignant de deux mouvements contraires, notamment :

- la livraison du programme TEPAPA 3 et PERETUNA pour un montant de 540 millions F CFP ;
- la cession pour 105 millions de F CFP de logements à travers 4 lotissements.

Des programmes, dont la majorité est inscrite au Contrat de projets, se sont poursuivis en 2013. Pour plusieurs d'entre eux, les études ont été menées à bout. Ces programmes sont alors dans l'attente de voir le financement de leur phase travaux validé par les partenaires financiers du Contrat de projets. Plusieurs opérations ont été menées en phase « études » dans le cadre du Contrat de projets, pour un peu plus de 124 millions de F CFP (*Vaitemanu 2, Domaine Labbe, Toahotu, etc.*).

Cinq opérations étaient en phase « travaux » en 2013 :

- L'opération Peretuna (20 logements sur la commune de Papara), inscrite au Contrat de projets, a été livrée le 14 mai 2013 et a généré plus de 75 millions F CFP de dépenses.
- L'opération Tepapa 3 (12 logements sur Papeete), également inscrite au Contrat de projets, a été livrée le 17 septembre 2013 et a généré plus de 131 millions F CFP de dépenses.
- L'opération Nina Peata (25 logements à Outumaoro) a démarré le 28 janvier 2013 et a généré 268 millions F CFP de dépenses.
- L'opération MOTIO (80 logements à Faaa) a démarré le 19 février 2013 et a généré plus de 538 millions F CFP de dépenses.
- L'opération Hauts de Teroma, hors Contrat de projets (60 logements à Faaa) a démarré le 25 novembre 2013. Du fait du lancement tardif, aucune dépense n'a été enregistrée en 2013.

Les programmes en défiscalisation Teiato et Vaimarua, livrés en septembre 2010, ont généré 6 millions de F CFP de dépenses. Ces dépenses ont été transférées dans la comptabilité de la SCI 2T qui porte juridiquement l'opération. Le débouclage au terme de la période de portage est prévu en 2016.

✓ *Les dépenses d'investissement propres au fonctionnement de l'OPH* se sont limitées à 4,3 millions de F CFP utilisés dans divers équipements informatiques (*onduleur, copieur, commutateurs et un ordinateur portable*) contre 3,5 millions F CFP en 2012 (*30 millions en 2010 et 39 millions en 2009*).

✓ *Le remboursement du capital des emprunts* s'élève à 243 millions F CFP, ce qui est sensiblement identique à l'année 2012 (*242,6 millions de F CFP*). Fin 2013, le capital des emprunts restant dû s'établit ainsi à 3,240 milliards de F CFP.

* * * * *

Après avoir pris acte des résultats de ce compte financier, le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat, d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Félix FAATAU

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : OPH1401508DL

DÉLIBÉRATION N° 2014-121/APF

DU 27 NOVEMBRE 2014

portant approbation du compte financier de l'exercice 2013 de l'établissement public industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » et affectation du résultat

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1^{er} février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » ;

Vu l'arrêté n° 1263 CM du 22 août 2014 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3749/2014/APF/SG du 18 novembre 2014 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 136-2014 du 15 octobre 2014 de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat ;

Dans sa séance du 27 novembre 2014 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Le montant définitif des recettes du compte financier pour l'exercice 2013 est arrêté à la somme de quatre milliards huit cent quatre-vingt-dix-neuf millions quatre-vingt-dix mille huit cent cinquante-neuf francs CFP (4 899 090 859 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	2 875 169 981 F CFP
Section II d'investissement	2 023 920 878 F CFP
TOTAL	4 899 090 859 F CFP

Article 2.- Le montant définitif des dépenses du compte financier pour l'exercice 2013 est arrêté à la somme de cinq milliards trois cent dix-sept millions neuf cent quarante-neuf mille deux cent soixante et un francs CFP (5 317 949 261 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	3 347 689 400 F CFP
Section II d'investissement	1 970 259 861 F CFP
TOTAL	5 317 949 261 F CFP

Article 3.- Le compte financier de l'Office polynésien de l'habitat pour l'exercice 2013, annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :


		Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)		2 875 169 981	2 023 920 878	4 899 090 859
DÉPENSES (en F CFP)		3 347 689 400	1 970 259 861	5 317 949 261
RÉSULTATS (en F CFP)	Excédent		53 661 017	
	Déficit	- 472 519 419		- 418 858 402

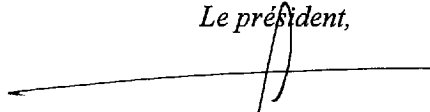
Article 4.- Le résultat d'exploitation de l'exercice 2013, soit un déficit de quatre cent soixante-douze millions cinq cent dix-neuf mille quatre cent dix-neuf francs CFP est affecté au compte :

- 119 : Report à nouveau (solde débiteur)	472 519 419 F CFP
---	-------------------

Article 5.- Au 31 décembre 2013, le fonds de roulement de l'Office polynésien de l'habitat est de deux milliards deux cent quarante-huit millions cinq cent vingt et un mille huit cent quatre-vingt-neuf francs CFP (2 248 521 889 F CFP).

Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Loïs SALMON-AMARU

Le président,

Marcel TUIHANI

COMPTE FINANCIER

EXERCICE

2013

Présenté à la Chambre Territoriale des Comptes de Polynésie Française par

Mme Karine PERON agent comptable du 1er janvier 2013 au 11 septembre 2013
M. Karim LAOUITI agent comptable du 12 septembre 2013 au 31 décembre 2013

EXECUTION BUDGETAIRE

EXERCICE

2013

OPERATIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats émis	Annulation de mandats	Charges nettes	Crédits Inemployés
60	ACHATS	1 705 348 236	562 671 835	82 107 235	480 564 600	1 224 783 636
61	SERVICES EXTERIEURS	618 600 000	533 983 610	129 049 478	404 934 132	213 665 868
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 220 199 969	142 241 116	53 464 498	88 776 618	1 131 423 351
63	IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS	16 500 000	44 695 830	58 109 414	-13 413 584	29 913 584
64	CHARGES DE PERSONNEL	1 267 500 000	1 291 995 379	47 394 544	1 244 600 835	22 899 165
65	AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	90 750 000	69 075	0	69 075	90 680 925
66	CHARGES FINANCIERES	150 000 000	126 698 249	18 460 901	108 237 348	41 762 652
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	205 100 000	230 858 370	140 289 721	90 568 649	114 531 351
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 056 200 001	1 242 945 900	299 644 173	943 301 727	112 898 274
69	IMPOT SUR LES BENEFICES	500 000	92 000	42 000	50 000	450 000
	Virement à la section 2	0				
	TOTAL DEPENSES Section 1	6 330 698 206	4 176 251 364	828 561 964	3 347 689 400	2 983 008 806

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES						
chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Produits nets	Crédits Inemployés
70	PRESTATIONS DIVERSES	1 200 304 400	1 187 725 854	188 590 541	999 135 313	201 169 087
72	PRESTATIONS DIVERSES	0	0	0	0	0
74	SUBVENTIONS	3 617 914 811	1 421 730 711	125 044 470	1 296 686 241	2 321 228 570
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	168 204 109	69 076	1	69 075	168 135 034
76	PRODUITS FINANCIERS	48 700 000	48 671 438	0	48 671 438	28 562
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	435 000 000	606 276 512	91 643 092	514 633 420	-79 633 420
78	REPRISES SUR PROVISIONS	150 000 000	105 974 494	90 000 000	15 974 494	134 025 506
	Virement de la section 2	0				
	TOTAL RECETTES Section 1	5 620 123 320	3 370 448 085	495 278 104	2 875 169 981	2 744 953 339
Déficit de la section					-472 519 419	

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES DE DEPENSES						
Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Émis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS	390 000 000	540 928 463	74 454 227	466 474 236	0
15	PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	150 000 000	15 864 113	0	15 864 113	0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	283 373 210	269 644 367	0	269 644 367	0
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	125 851 757	3 865 585	10 136	3 855 449	121 996 308
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 479 542 466	7 876 673	48 000 000	-40 123 327	1 519 665 793
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	11 406 716 085	1 342 782 328	88 237 305	1 254 545 023	10 152 171 062
26	PARTICIPATIONS	0	0	0	0	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	0	0	0	0
	Virement à la section 1	0				
	Augmentation du fonds de roulement	707 764 874				
	TOTAL DEPENSES Section 2	14 543 248 392	2 180 961 529	210 701 668	1 970 259 861	11 793 833 163
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES DE RECETTES						
Chap.	Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11 659 082 903	1 013 839 444	18 839 421	995 000 023	10 664 082 880
15	PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION	243 200 000	131 535 630	90 000 000	41 535 630	0
16	EMPRUNTS	1 589 496 245	222 955 962	0	222 955 962	1 365 391 419
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	12 446 520	0	12 446 520	0
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	0	0	0	0
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	743 000 000	751 982 743	0	751 982 743	0
	Virement de la section 1	0				
	Contraction du fonds de roulement	311 279 257				
	TOTAL RECETTES Section 2	14 546 058 405	2 132 760 299	108 839 421	2 023 920 878	12 029 474 299
Excédent de la section					53 661 017	

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES DE DÉPENSES
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 6

DEPENSES				Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Charges nettes	
Chap.	Art.	Par.	Ana.					
60				ACHATS	1 705 348 236	562 671 835	82 107 235	480 564 600
				<i>Achats hors fare et AAIH</i>	<i>295 727 422</i>	<i>271 967 479</i>	<i>74 227 437</i>	<i>197 740 042</i>
	3	7		Variation de stocks	0	13 549 068	6 774 534	6 774 534
	6	10		Fournitures non stockables eau	105 000 000	125 796 869	34 104 667	91 692 202
	6	11		Fournitures non stockables électricité	78 000 000	93 737 153	20 810 482	72 926 671
	6	12		Fournitures non stockables essence	8 000 000	7 952 197	2 273 568	5 678 629
	6	30		Fournitures d'entretien et petit équipement	10 000 000	9 535 564	841 844	8 693 720
	6	40		Fournitures de bureau	5 500 000	5 595 784	155 992	5 439 792
	6	41		Fournitures informatiques	2 500 000	896 877	33 320	863 557
	6	50		Vêtements de travail, linge	650 000	391 866	0	391 866
	6	80		Autres matières et fournitures	3 800 000	2 903 217	154 788	2 748 429
	7	1		Achat marchandises fare OPH	640 390 045	290 704 356	7 879 798	282 824 558
	7	2		Achat marchandises AAIH	769 230 769	0	0	0
	7	3		Achat marchandises Fare commerciaux	82 277 422	11 608 884	9 078 242	2 530 642
61				SERVICES EXTERIEURS	618 600 000	533 983 610	129 049 478	404 934 132
	2	20		Crédit Bail Mobilier	8 000 000	7 803 929	1 650 342	6 153 587
	3	20		Locations	12 500 000	21 421 015	15 270 572	6 150 443
	3	50		Locations mobilières	100 000	0	0	0
	4	00		Charges de copropriété	54 000 000	71 950 007	18 584 358	53 365 649
	5	20		Entretien s/biens immobiliers	11 000 000	8 465 815	1 660 116	6 805 699
	5	30		Entretien lotissements	230 000 000	267 786 778	49 122 453	218 664 325
	5	31		Grosses réparations	250 000 000	125 213 824	40 385 573	84 828 251
	5	50		Entretien s/biens mobiliers	13 000 000	3 757 798	1 278 727	2 479 069
	5	60		Entretien véhicules	13 000 000	4 982 518	723 337	4 259 181
	6	00		Primes d'assurances	25 000 000	21 873 601	0	21 873 601
	8	10		Documentation générale	2 000 000	728 327	374 000	354 327
62				AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 220 199 969	142 241 116	53 464 498	88 776 618
				<i>Autres services extérieurs hors fare</i>	<i>177 200 000</i>	<i>121 706 599</i>	<i>37 660 834</i>	<i>84 045 765</i>
	2	60		Honoraires	10 000 000	7 011 215	1 540 000	5 471 215
	2	70		Frais d'acte et de contentieux	10 000 000	4 887 165	842 356	4 144 809
	3	10		Annonces et insertions	7 000 000	4 427 917	0	4 427 917
	3	3		Promotion de l'activité commerciale	500 000	40 000	0	40 000
	3	8		Communication OPH	1 500 000	1 479 742	46 200	1 433 542
	4	70		Transports collectifs du personnel	9 200 000	7 349 981	3 071 944	4 278 037
	4	80		Transports divers	4 000 000	3 351 324	2 600	3 348 724
	5	60		Frais de mission	7 500 000	3 356 529	497 979	2 858 550
	5	70		Réception	1 500 000	749 399	59 426	689 973
	6	00		Frais postaux et de télécommunications	17 000 000	13 866 348	1 808 160	12 058 188
	8	10		Concours divers (cotisations)	3 000 000	1 785 322	0	1 785 322
	8	20		Travaux et prestations exécutés par l'extérieur	95 000 000	71 364 480	28 481 902	42 882 578
	8	21		Formation continue	11 000 000	1 937 177	1 310 267	626 910
	8	25		Mise en œuvre fare OPH	960 722 547	20 534 517	15 803 664	4 730 853
	8	26		Mise en œuvre fare commerciaux	82 277 422	0	0	0

63.		IMPOTS TAXES VERSEMENTS DIVERS	16 500 000	44 695 830	58 109 414	-13 413 584
	5 12	Taxe foncière	0	0	0	0
	7 8	Taxes diverses	16 500 000	44 695 830	58 109 414	-13 413 584
64.		CHARGES DE PERSONNEL	1 267 500 000	1 291 995 379	47 394 544	1 244 600 835
	1 10	Rémunérations du personnel permanent	970 000 000	945 507 724	1 632 246	943 875 478
	1 20	Congés payés	11 000 000	2 672 851	0	2 672 851
	2 0	Rémunérations du personnel temporaire	5 000 000	3 110 955	0	3 110 955
	5 00	Charges sociales	275 000 000	334 363 717	39 422 166	294 941 551
	7 20	Comité entreprise	6 500 000	6 340 132	6 340 132	0
65.		AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	90 750 000	69 075	0	69 075
	1 10	Redevances logiciels	750 000	0	0	0
	4 10	Créances de l'exercice	0	0	0	0
	4 40	Créances des exercices antérieurs	60 000 000	0	0	0
	8	Charges gestion ressources affectées	30 000 000	69 075	0	69 075
66.		CHARGES FINANCIERES	150 000 000	126 698 249	18 460 901	-108 237 348
	1	Charges d'intérêts	150 000 000	126 698 249	18 460 901	-108 237 348
67.		CHARGES EXCEPTIONNELLES	205 100 000	230 858 370	140 289 721	-90 568 649
	1 20	Annulation OR exercices antérieurs	15 000 000	148 152 861	138 992 959	9 159 902
	1 50	Subventions accordée au collectifs sociaux	0	0	0	0
	1 80	Reversements de trop perçus, et impayés	100 000	18310	18310	0
	1 85	Indemnités exceptionnelles	10 000 000	6 800 785	1 257 002	5 543 783
	2 00	Autres charges exercices antérieurs	110 000 000	22 450	0	22 450
	5 20	Valeur comptable des actifs cédés	60 000 000	12 446 520	0	12 446 520
	8 80	Charges exceptionnelles diverses	10 000 000	63 417 444	21 450	63 395 994
68.		DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 056 200 001	1 242 945 900	299 644 173	-943 301 727
	1 11	Immobilisations incorporelles	18 000 000	9 109 028	0	9 109 028
	1 12	Immobilisations corporelles	725 000 000	742 873 715	0	742 873 715
	1 5	Provisions pour risques et charges d'exploitation	1	11 535 630	0	11 535 630
	1 62	Provisions pour grosses réparations	243 200 000	120 000 000	90 000 000	30 000 000
	1 74	Provisions pour clients douteux	70 000 000	359 427 527	209 644 173	149 783 354
	7 5	Provisions pour risques et charges exceptionnels	0	0	0	0
69.		IMPOT SUR LES BENEFICES	500 000	92 000	42 000	50 000
	5	Impôt sur les sociétés	500 000	92 000	42 000	50 000
		Virément à la section 2				
		TOTAL DEPENSES Section 1	6 330 698 206	4 176 251 364	828 561 964	-3 347 689 400

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CLASSE 7

F1002
Ind 1

RECETTES				Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Produits nets
Chap.	Art.	Par.	Par.					
70				PRESTATIONS DIVERSES	1.200.304.400	1.187.725.854	188.590.541	999.135.313
	1	1		Vente fare commerciaux	116.304.400	21.979.728	11.803.928	10.175.800
	8	30		Locations diverses	965.000.000	1.013.417.981	137.963.891	875.454.090
	8	80		Autres produits	109.000.000	144.594.690	38.767.222	105.827.468
	8	82		Autres produits divers	10.000.000	7.733.455	55.500	7.677.955
72				PRESTATIONS DIVERSES	0	0	0	0
	2			Production immobilisée	0	0	0	0
74				SUBVENTIONS	3.617.914.811	1.421.730.711	125.044.470	1.296.686.241
								0
	1			Subvention du Pays (fare et AAHI)	2.658.108.097	294.009.102	3.050.627	290.958.475
	4			Subvention du Pays (Intégréat° FDA)	0	80.000.000	0	80.000.000
	4			Subvention du Pays (CAH)	179.000.000	179.000.000	0	179.000.000
	4			Subvention du Pays (Assainissement)	49.000.000	49.000.000	0	49.000.000
	4			Subvention du Pays (compensation FSH)	559.000.000	662.583.334	103.583.334	559.000.000
	4			Subvention MOUS (Etat, Pays, communes)	40.806.714	53.528.211	18.410.509	35.117.702
	4			Subvention Etudes opérationnelles	0	0	0	0
	6			Dons et legs	0	0	0	0
	8			RMO	132.000.000	103.610.064	0	103.610.064
75				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	168.204.109	69.076	1	69.075
	8			Participations fare	168.204.109	69.076	1	69.075
76				PRODUITS FINANCIERS	48.700.000	48.671.438	0	48.671.438
	1			Remboursement Intérêts Emprunt Défisicalisant	48.700.000	48.671.438	0	48.671.438
	4	00		Intérêts comptes à terme	0	0	0	0
77				PRODUITS EXCEPTIONNELS	435.000.000	606.276.512	91.643.092	514.633.420
	1	60		Recouvrement Sur Creances Admises En Non Valeur	0	0	0	0
	1	80		Produits except. sur gestion exercice	10.000.000	35.677.534	1.653.175	34.024.359
	2	00		Produits exceptionnels sur ex. antérieurs	30.000.000	11.308.093	3.685.029	7.623.064
	5	20		Produits cession éléments d'actif	5.000.000	47.581.186	41.069.425	6.511.761
	7	00		Quote-part des subv. virées au résultat	390.000.000	511.709.699	45.235.463	466.474.236
78				RÉPRISES SUR PROVISIONS	150.000.000	105.974.494	90.000.000	15.974.494
	1	5		Pour risques et charges d'exploitation	0	0	0	0
	1	62		Grosses réparations	150.000.000	90.000.000	90.000.000	0
	1	74		Pour créances douteuses	0	110.381	0	110.381
	7	5		Pour charges exceptionnelles	0	15.864.113	0	15.864.113
				Virement de la section 2	710.574.887			
				TOTAL RECETTES Section 1	6.330.698.207	3.370.448.085	495.278.104	2.875.169.981

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES DE DÉPENSES							
SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1 2 3							
DEPENSES		Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Mandats Emis	Annulation de mandats	Dépenses nettes	Crédits à reporter
Chap.	Art. Par. Ana.						
13		SUBVENTIONS	390 000 000	540 928 463	74 454 227	466 474 236	0
	1	Subvention d'investissement	0	0	0	0	
	1 8	Subvention d'équipement- SCI 2T				0	
	9	Subvention d'invest.inscrite au compte de résultat	390 000 000	540 928 463	74 454 227	466 474 236	
15		PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	150 000 000	15 864 113	0	15 864 113	0
	1 1	Provisions pour litige	0	15 864 113	0	15 864 113	
	1 8	Autres provisions pour risques	0	0	0	0	
	7	Provisions pour Grosses Réparation	150 000 000	0	0	0	
16		EMPRUNTS ET DÉTTES ASSIMILÉES	283 373 210	269 644 367	0	289 644 367	0
	4	Emprunts auprès des étab.de crédit	265 000 000	251 183 466	0	251 183 466	
	8	ICNE	18 373 210	18 460 901	0	18 460 901	
20		IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	125 851 757	3 865 585	10 136	3 855 449	121 996 308
	3	Frais d'études	121 136 832	2 980 881	10 136	2 970 745	118 166 087
	5	Brevets et licences	4 714 925	884 704	0	884 704	3 830 221
21		IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 479 542 466	7 876 673	48 000 000	-40 123 327	1 519 665 793
	1 1	Achats de terrains nus	1 210 001 452	0	0	0	1 210 001 452
	1 2	Achats de terrains aménagés	208 730 000	0	48 000 000	-48 000 000	256 730 000
	3 1	Achat immeubles	0	0	0	0	0
	3 5	Installations agencements aménagements	12 522 944	387 568	0	387 568	12 135 376
	5 40	Matériel et outillage	752 092	0	0	0	752 092
	8 10	Installations générales et agencements	7 230 188	386 100	0	386 100	6 844 088
	8 20	Matériel roulant	5 000 000	0	0	0	5 000 000
	8 30	Matériel informatique et de bureau	10 962 863	7 103 005	0	7 103 005	3 859 858
	8 40	Mobilier	21 262 927	0	0	0	21 262 927
	8 8	Matériel lourd	3 080 000	0	0	0	3 080 000
23		IMMOBILISATIONS EN COURS	11 406 716 085	1 342 782 328	88 237 305	1 254 545 023	10 152 171 062
26		PARTICIPATIONS	0	0	0	0	0
27		DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	0	0	0	0	0
	4 1	Prêts aux défiscalisants	0	0	0	0	0
	5 5	Cautionnements	0	0	0	0	0
		Virement à la section 1	7 710 574 887				
		Augmentation du fonds de roulement					
		TOTAL DEPENSES Section 2	14 546 058 405	2 180 961 529	210 701 668	1 970 259 861	11 793 833 163

OPERATIONS BUDGETAIRES DE RECETTES							
SECTION D'INVESTISSEMENT - CLASSES 1, 2, 3							
RECETTES		Intitulés	Autorisations Budgétaires Totales	Titres de recettes émis	Réduction de titres	Recettes nettes	Crédits à reporter
Chap.	Art. Par. Par.						
13		SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11 659 082 903	1 013 839 444	18 839 421	995 000 023	10 664 082 880
	1	Subvention d'investissement	11 659 082 903	1 013 839 444	18 839 421	995 000 023	10 664 082 880
15		PROVISIONS POUR CHARGES D'EXPLOITATION	243 200 000	131 535 630	90 000 000	41 535 630	0
	1 1	Provisions pour litiges	0	11 535 630	0	11 535 630	
	7 20	Provisions charges exploitation	243 200 000	120 000 000	90 000 000	30 000 000	
	8 2	Provisions congés payés	0	0	0	0	
16		EMPRUNTS	1 589 496 245	222 955 962	0	222 955 962	1 365 391 419
	4	Emprunts	1 572 571 133	207 179 714	0	207 179 714	1 365 391 419
	8 8	Intérêts courus	16 925 112	15 776 248	0	15 776 248	
21		IMMOBILISATIONS CORPORELLES		12 446 520	0	12 446 520	
	1 1	Terrains nus	0	12 446 520	0	12 446 520	0
	1 2	Terrains aménagés	0	0	0	0	0
	3 1	Bâtiments	0	0	0	0	0
	8 2	Matériel roulant	0	0	0	0	0
23		IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0	0
27		DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0	0	0	0	0
	5 5	Cautionnements	0	0	0	0	
28		AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	743 000 000	751 982 743	0	751 982 743	
		Virement de la section 1					
		Contraction du fonds de roulement	311 279 257				
		TOTAL RECETTES Section 2	14 546 058 405	2 132 760 299	108 839 421	2 023 920 878	12 029 474 289

BALANCE

EXERCICE

2013

		Balance d'entrée		Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
Comptes		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
102		0	409 131 909	0	0	0	0	0	0	0	409 131 909
1035		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1061		0	2 235 947 416	0	0	0	0	0	0	0	2 235 947 416
10		0	2 645 079 325	0	0	0	0	0	0	0	2 645 079 325
110		0	4 610 163 641	0	0	0	0	0	0	0	4 610 163 641
119		1 267 419 195	0	0	0	34 763 401	0	34 763 401	0	1 302 182 596	0
11		1 267 419 195	4 610 163 641	0	0	34 763 401	0	34 763 401	0	1 302 182 596	4 610 163 641
120		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
129		34 763 400	0	0	0	3 347 689 400	2 909 933 382	3 347 689 400	2 909 933 382	472 519 418	0
12		34 763 400	0	0	0	3 347 689 400	2 909 933 382	3 347 689 400	2 909 933 382	472 519 418	0
131		0	19 765 401 028	18 839 421	1 013 839 444	39 896 564	34 557 664	58 735 985	1 048 397 108	0	20 755 062 151
139		9 511 546 568	0	540 928 463	74 454 227	0	0	540 928 463	74 454 227	9 978 020 804	0
13		9 511 546 568	19 765 401 028	559 787 884	1 088 293 671	39 896 564	34 557 664	599 664 448	1 122 851 335	9 978 020 804	20 755 062 151
1511		0	28 634 344	15 864 113	11 535 630	0	0	15 864 113	11 535 630	0	24 305 861
1518		0	101 516 002	0	0	0	0	0	0	0	101 516 002
1572		0	1 629 584 520	90 000 000	120 000 000	0	0	90 000 000	120 000 000	0	1 659 584 520
1582		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15		0	1 759 734 866	105 864 113	131 535 630	0	0	105 864 113	131 535 630	0	1 785 408 383
16402		0	2 311 638 031	207 363 878	207 179 714	0	0	207 363 878	207 179 714	0	2 311 453 867
16403		5 324 930	0	27 028 017	0	0	0	27 028 017	0	32 352 947	0
16404		0	37 097 853	0	0	0	0	0	0	0	37 097 853
16405		0	68 107 380	8 212 755	0	0	0	8 212 755	0	0	59 894 625
16406		0	840 456 644	8 578 816	0	0	0	8 578 816	0	0	831 877 828
1688		0	18 460 901	18 460 901	15 776 248	0	0	18 460 901	15 776 248	0	15 776 248
16		5 324 930	3 275 760 809	269 644 367	222 955 962	0	0	269 644 367	222 955 962	32 352 947	3 256 100 421
classe 1		10 819 054 093	32 056 139 669	935 276 364	1 442 785 263	3 422 349 365	2 944 491 046	4 357 625 729	4 387 276 309	11 785 075 765	33 051 811 921
203		104 266 727	0	2 980 881	10 136	38 845 454	21 925 888	41 826 335	21 936 004	124 157 058	0
203		104 266 727	0	2 980 881	10 136	38 845 454	21 925 888	41 826 335	21 936 004	124 157 058	0
205		49 122 789	0	884 704	0	0	0	884 704	0	50 007 493	0
205		49 122 789	0	884 704	0	0	0	884 704	0	50 007 493	0
2111		5 789 553 636	0	0	12 446 520	0	0	0	12 446 520	5 777 107 116	0
2112		1 268 836 064	0	0	48 000 000	0	0	0	48 000 000	1 220 836 084	0
211		7 058 389 700	0	0	60 446 520	0	0	0	60 446 520	6 997 943 180	0
2131		23 928 326 562	0	0	0	640 395 753	126 605 550	640 395 753	126 605 550	24 442 116 765	0
2135		497 216 110	0	387 568	0	0	0	387 568	0	497 603 678	0
213		24 425 542 672	0	387 568	0	640 395 753	126 605 550	640 783 321	126 605 550	24 939 720 443	0
2154		8 056 933	0	0	0	0	0	0	0	8 056 933	0
215		8 056 933	0	0	0	0	0	0	0	8 056 933	0
2181		49 846 514	0	388 100	0	8 057 974	0	8 444 074	0	58 290 588	0
2182		87 057 781	0	0	0	0	0	0	0	87 057 781	0
2183		53 211 675	0	7 103 005	0	0	0	7 103 005	0	60 314 680	0
2184		68 386 408	0	0	0	0	0	0	0	68 386 408	0
2188		15 605 439	0	0	0	0	0	0	0	15 605 439	0
218		274 107 817	0	7 489 105	0	8 057 974	0	15 547 079	0	289 654 896	0
231		1 584 917 905	0	1 342 782 328	88 237 305	24 150 675	650 325 249	1 366 933 003	738 562 554	2 223 288 354	0
23		1 584 917 905	0	1 342 782 328	88 237 305	24 150 675	650 325 249	1 366 933 003	738 562 554	2 223 288 354	0
261		150 400 000	0	0	0	0	0	0	0	150 400 000	0
26		150 400 000	0	0	0	0	0	0	0	150 400 000	0
2741		727 887 700	0	0	0	0	0	0	0	727 887 700	0
2748		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2755		28 485 740	0	0	0	0	0	0	0	28 485 740	0
27		756 373 440	0	0	0	0	0	0	0	756 373 440	0

	Balance d'entrée		Opérations budgétaires	
2803	0	39 889 079	0	7 422 452
2805	0	46 472 407	0	1 686 576
28131	0	15 447 639 142	0	688 394 866
28135	0	91 527 883	0	42 929 128
28154	0	8 012 187	0	44 746
28181	0	45 576 702	0	0
28182	0	77 644 728	0	6 143 908
28183	0	47 820 378	0	1 836 779
28184	0	65 206 405	0	2 541 075
28188	0	5 509 655	0	983 213
28	0	15 875 298 564	0	751 982 743

classe 2	34 421 177 983	15 875 298 564	1 354 524 586	900 676 704
----------	----------------	----------------	---------------	-------------

37	6 774 534	0		
----	-----------	---	--	--

classe 3	6 774 534	0		
----------	-----------	---	--	--

4011	0	2 628 373		
4012	0	0		
4017	0	11 145 284		
4041	0	48 000 000		
4047	0	19 956 076		
408	0	127 904 525		
40	0	209 634 258		
41110	235 767 483	0		
41111	0	0		
41120	0	0		
41121	2 383 598 474	0		
4117	0	0		
41171	0	0		
418	0	0		
41	2 619 365 957	0		
421	0	0		
4282	0	44 249 488		
4286	0	3 409 864		
42811	102 516 002	0		
42	102 516 002	47 659 352		
431	0	56 898 487		
437	0	0		
4382	0	10 103 370		
4387	0	0		
43	0	67 001 837		
4417	0	0		
444	181 768	0		
4455	10 602 698	0		
44566	591 264	0		
44567	0	3 663 456		
4457	0	4 914 786		
44	11 375 730	8 578 242		

Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
0	0	0	7 422 452	0	47 311 531
0	0	0	1 686 576	0	48 158 983
105 893 777	0	105 893 777	688 394 866	0	16 030 140 231
0	0	0	42 929 128	0	134 457 011
0	0	0	44 746	0	8 056 933
0	0	0	0	0	45 576 702
0	0	0	6 143 908	0	83 788 636
0	0	0	1 836 779	0	49 657 155
0	0	0	2 541 075	0	67 747 480
0	0	0	983 213	0	6 492 868
105 893 777	0	105 893 777	751 982 743	0	16 521 387 530

817 343 633	798 856 687	2 171 868 219	1 699 533 371	35 539 601 797	16 521 387 530
-------------	-------------	---------------	---------------	----------------	----------------

0	6 774 534	0	6 774 534	0	0
---	-----------	---	-----------	---	---

0	6 774 534	0	6 774 534	0	0
---	-----------	---	-----------	---	---

-980 965	0	-980 965	0	0	3 609 338
1 019 680 666	1 025 815 921	1 019 680 666	1 025 815 921	0	6 135 256
21 014 072	16 650 073	21 014 072	16 650 073	0	6 781 285
1 622 862 923	1 574 862 923	1 622 862 923	1 574 862 923	0	0
8 827 287	11 717 907	8 827 287	11 717 907	0	22 846 696
283 298 743	448 181 709	283 298 743	448 181 709	0	292 787 491
2 954 702 726	3 077 228 533	2 954 702 726	3 077 228 533	0	332 160 065
1 172 862	4 360 279	1 172 862	4 360 279	232 580 066	0
0	0	0	0	0	0
1 093 371 484	1 093 213 601	1 093 371 484	1 093 213 601	157 863	0
1 147 601 976	919 149 538	1 147 601 976	919 149 538	2 612 050 912	0
209 324 742	209 324 742	209 324 742	209 324 742	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
2 451 471 044	2 226 048 160	2 451 471 044	2 226 048 160	2 844 788 841	0
947 811 395	947 811 395	947 811 395	947 811 395	0	0
0	2 513 531	0	2 513 531	0	46 763 019
6 819 728	3 409 864	6 819 728	3 409 864	0	0
0	0	0	0	102 516 002	0
954 631 123	953 734 790	954 631 123	953 734 790	102 516 002	46 763 019
321 368 004	332 312 729	321 368 004	332 312 729	0	67 843 182
0	0	0	0	0	0
752 582	2 073 438	752 582	2 073 438	0	11 424 226
0	0	0	0	0	0
322 120 586	334 386 167	322 120 586	334 386 167	0	79 267 418
189 649 761	189 649 761	189 649 761	189 649 761	0	0
114 000	72 000	114 000	72 000	223 768	0
-875 857	438 616	-875 857	438 616	9 288 225	0
755 699	0	755 699	755 699	591 264	0
0	0	0	0	0	4 650 430
438 616	866 816	2 181 289	866 816	0	3 600 313
190 082 219	191 027 193	191 824 892	192 769 866	10 103 257	8 250 743

Comptes	Balance d'entrée	
	Débit	Crédit
4663	0	690 186
4664	0	0
467	0	870 870
4662	0	132 009 387
4684	140 504 824	0
4687	688 147 354	0
46	828 652 178	133 570 243
4718	2 632 830	0
47181	0	5 495 108
47182	0	1 616 399
47183	0	6 090 791
4728	0	0
47281	0	0
478	0	0
47	2 632 830	13 202 298
486	0	0
487	0	0
48	0	0
491	0	2 120 162 153
49	0	2 120 162 153
classe 4	3 564 542 697	2 599 808 383
507	0	0
515	1 715 768 170	0
531	3 929 139	0
58	0	0
classe 5	1 719 697 309	0

Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
250 251	211 573	250 251	211 573	0	651 508
0	0	0	0	0	0
59 423 952	134 765 760	59 423 952	134 765 760	0	78 212 478
327 587 034	871 381 693	327 587 034	871 381 693	0	675 624 046
871 255 976	72 921 224	871 255 976	72 921 224	938 839 576	0
1 068 854 280	568 162 192	1 068 854 280	568 162 192	1 188 839 442	0
2 327 351 493	1 647 442 442	2 327 351 493	1 647 442 442	2 127 679 018	752 688 032
1 255 244 321	1 255 309 838	1 255 244 321	1 255 309 838	2 567 313	0
0	604 665	0	604 665	0	6 099 773
16 038 696	17 002 741	16 038 896	17 002 741	0	2 580 444
0	2 004 617	0	2 004 617	0	8 095 408
45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	0	0
161 200	161 200	161 200	161 200	0	0
1 984 695 078	1 984 695 078	1 984 695 078	1 984 695 078	0	0
3 301 139 295	3 304 778 139	3 301 139 295	3 304 778 139	2 567 313	16 776 625
254 152	0	254 152	0	254 152	0
0	0	0	0	0	0
254 152	0	254 152	0	254 152	0
209 754 554	359 427 527	209 754 554	359 427 527	0	2 269 835 126
209 754 554	359 427 527	209 754 554	359 427 527	0	2 269 835 126
12 711 507 192	12 094 072 951	12 713 249 865	12 095 815 624	5 087 908 583	3 505 740 028
0	0	0	0	0	0
4 827 069 348	5 876 966 514	4 827 069 348	5 876 966 514	665 871 004	0
370 729 398	374 176 207	370 729 398	374 176 207	462 330	0
1 733 625 985	1 733 625 985	1 733 625 985	1 733 625 985	0	0
6 931 424 731	7 984 768 706	6 931 424 731	7 984 768 706	666 353 334	0

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6037	13 549 068	6 774 534			13 549 068	6 774 534	6 774 534	0
60610	125 796 869	34 104 667			125 796 869	34 104 667	91 692 202	0
60611	93 737 153	20 810 482			93 737 153	20 810 482	72 926 671	0
60612	7 952 197	2 273 568			7 952 197	2 273 568	5 678 629	0
6063	9 535 564	841 844			9 535 564	841 844	8 693 720	0
6064	5 595 784	155 992			5 595 784	155 992	5 439 792	0
60641	896 877	33 320			896 877	33 320	863 557	0
6065	391 866	0			391 866	0	391 866	0
6068	2 903 217	154 788			2 903 217	154 788	2 748 429	0
6071	290 704 356	7 879 798			290 704 356	7 879 798	282 824 558	0
6072	0	0			0	0	0	0
6073	11 608 884	9 078 242			11 608 884	9 078 242	2 530 642	0
60	562 671 835	82 107 235			562 671 835	82 107 235	480 564 600	0
6122	7 803 929	1 650 342			7 803 929	1 650 342	6 153 587	0
6132	21 421 015	15 270 572			21 421 015	15 270 572	6 150 443	0
6135	0	0			0	0	0	0
614	71 950 007	18 584 358			71 950 007	18 584 358	53 365 649	0
6152	8 465 815	1 660 116			8 465 815	1 660 116	6 805 699	0
61530	267 786 778	49 122 453			267 786 778	49 122 453	218 664 325	0
61531	125 213 824	40 385 573			125 213 824	40 385 573	84 828 251	0
6155	3 757 796	1 278 727			3 757 796	1 278 727	2 479 069	0
6156	4 982 518	723 337			4 982 518	723 337	4 259 181	0
616	21 873 601	0			21 873 601	0	21 873 601	0
6181	728 327	374 000			728 327	374 000	354 327	0
61	533 983 610	129 049 478			533 983 610	129 049 478	404 934 132	0
6226	7 011 215	1 540 000			7 011 215	1 540 000	5 471 215	0
6227	4 987 165	842 356			4 987 165	842 356	4 144 809	0
6231	4 427 917	0			4 427 917	0	4 427 917	0
62333	40 000	0			40 000	0	40 000	0
62338	1 479 742	46 200			1 479 742	46 200	1 433 542	0
6247	7 349 981	3 071 944			7 349 981	3 071 944	4 278 037	0
6248	3 351 324	2 600			3 351 324	2 600	3 348 724	0
6256	3 356 529	497 979			3 356 529	497 979	2 858 550	0
6257	749 399	59 426			749 399	59 426	689 973	0
626	13 866 348	1 808 160			13 866 348	1 808 160	12 058 188	0
6281	1 785 322	0			1 785 322	0	1 785 322	0
62820	71 364 480	28 481 902			71 364 480	28 481 902	42 882 578	0
62821	1 937 177	1 310 267			1 937 177	1 310 267	626 910	0
62825	20 534 517	15 803 664			20 534 517	15 803 664	4 730 853	0
62826	0	0			0	0	0	0
62	142 241 116	53 464 498			142 241 116	53 464 498	88 776 618	0
63512	0	0			0	0	0	0
6378	44 695 830	58 109 414			44 695 830	58 109 414	0	13 413 584
63	44 695 830	58 109 414			44 695 830	58 109 414	0	13 413 584
6411	945 507 724	1 632 246			945 507 724	1 632 246	943 875 478	0
6412	2 672 851	0			2 672 851	0	2 672 851	0
642	3 110 955	0			3 110 955	0	3 110 955	0
645	334 363 717	39 422 166			334 363 717	39 422 166	294 941 551	0
6472	6 340 132	6 340 132			6 340 132	6 340 132	0	0
64	1 291 995 379	47 394 544			1 291 995 379	47 394 544	1 244 600 835	0

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6511	0	0			0	0	0	0
65410	0	0			0	0	0	0
65440	0	0			0	0	0	0
658	69 075	0			69 075	0	69 075	0
65	69 075	0			69 075	0	69 075	0
661	126 698 249	18 460 901			126 698 249	18 460 901	108 237 348	0
66	126 698 249	18 460 901			126 698 249	18 460 901	108 237 348	0
6712	148 152 861	138 992 959			148 152 861	138 992 959	9 159 902	0
6715	0	0			0	0	0	0
67180	18 310	18 310			18 310	18 310	0	0
67185	6 800 785	1 257 002			6 800 785	1 257 002	5 543 783	0
672	22 450	0			22 450	0	22 450	0
6752	12 446 520	0			12 446 520	0	12 446 520	0
6788	63 417 444	21 450			63 417 444	21 450	63 395 994	0
67	230 858 370	140 289 721			230 858 370	140 289 721	90 568 649	0
68111	9 109 028	0			9 109 028	0	9 109 028	0
68112	742 873 715	0			742 873 715	0	742 873 715	0
6815	11 535 630	0			11 535 630	0	11 535 630	0
68162	120 000 000	90 000 000			120 000 000	90 000 000	30 000 000	0
68174	359 427 527	209 644 173			359 427 527	209 644 173	149 783 354	0
6875	0	0			0	0	0	0
68	1 242 945 900	299 644 173			1 242 945 900	299 644 173	943 301 727	0
695	92 000	42 000			92 000	42 000	50 000	0
69	92 000	42 000			92 000	42 000	50 000	0
classe 6	4 176 251 364	828 561 964			4 176 251 364	828 561 964	3 361 102 984	13 413 564

Comptes	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total des opérations		Balance de sortie	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7011	11 803 928	21 979 728			11 803 928	21 979 728	0	10 175 800
7083	137 963 891	1 013 417 981			137 963 891	1 013 417 981	0	875 454 090
70880	38 767 222	144 594 690			38 767 222	144 594 690	0	105 827 468
70881	0	0			0	0	0	0
70882	55 500	7 733 455			55 500	7 733 455	0	7 677 955
70	188 590 541	1 187 725 854			188 590 541	1 187 725 854	0	999 135 313
722	0	0			0	0	0	0
72	0	0			0	0	0	0
741	2 924 910	2 924 910			2 924 910	2 924 910	0	0
744	122 119 560	1 315 195 737			122 119 560	1 315 195 737	0	1 193 076 177
746	0	0			0	0	0	0
748	0	103 610 064			0	103 610 064	0	103 610 064
74	125 044 470	1 421 730 711			125 044 470	1 421 730 711	0	1 296 686 241
7582	0	0			0	0	0	0
7584	1	69 076			1	69 076	0	69 075
7585	0	0			0	0	0	0
75	1	69 076			1	69 076	0	69 075
761	0	48 671 438			0	48 671 438	0	48 671 438
764	0	0			0	0	0	0
76	0	48 671 438			0	48 671 438	0	48 671 438
7716	0	0			0	0	0	0
7718	1 653 175	35 677 534			1 653 175	35 677 534	0	34 024 359
772	3 685 029	11 308 093			3 685 029	11 308 093	0	7 623 064
7752	41 069 425	47 581 186			41 069 425	47 581 186	0	6 511 781
777	45 235 463	511 709 699			45 235 463	511 709 699	0	486 474 236
77	91 643 092	606 276 512			91 643 092	606 276 512	0	514 633 420
7815	0	0			0	0	0	0
78162	90 000 000	90 000 000			90 000 000	90 000 000	0	0
78174	0	110 381			0	110 381	0	110 381
7875	0	15 864 113			0	15 864 113	0	15 864 113
78	90 000 000	105 974 494			90 000 000	105 974 494	0	15 974 494
classe 7	495 278 104	3 370 448 085			495 278 104	3 370 448 085	0	2 875 169 981
Affectation du résultat de l'exercice au compte 12								
			2 875 169 981	3 347 689 400	2 875 169 981	3 347 689 400	2 875 169 981	3 347 689 400
Cumul	50 531 246 616	50 531 246 616	6 981 330 418	6 542 472 016	33 720 867 993	33 720 867 993	59 315 212 444	59 315 212 444

COMPTE DE RESULTAT

EXERCICE

2013

COMPTE DE RESULTAT

F 1002
Ind 1

CHARGES		
	2012	2013
CHARGES D'EXPLOITATION	2 650 966 429	3 148 833 403
CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS		
603 Variation de stock	0	6 774 534
608/7 Achat d'approvisionnements non stockés	175 360 848	473 790 066
SERVICES EXTERIEURS		
612/3 Locations - Crédit bail	26 383 931	12 304 030
614 Charges de copropriété	54 525 872	53 365 649
615 Travaux d'entretien et de réparations	346 308 059	317 036 525
616 Primes d'assurance	27 755 181	21 873 601
618 Documentation	804 865	354 327
622 Rémunérations intermédiaires / honoraires	14 342 617	9 616 024
623 Publicité, information, publication	5 833 134	5 901 459
624 Transport de biens et transport collectif du personnel	5 204 490	7 626 761
625 Déplacements, missions et réceptions	899 254	3 548 523
626 Frais postaux et frais de télécommunication	9 015 181	12 058 188
628 Charges externes diverses	159 129 203	50 025 663
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		
635/7 Autres impôts, taxes et versements assimilés	45 807 110	-13 413 584
CHARGES DE PERSONNEL		
641/2 Rémunérations du personnel	587 306 934	949 659 284
645 Charges de sécurité sociale	249 053 609	294 941 551
647 Autres charges sociales	3 170 066	0
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		
681 Dotations aux amortissements (charges d'exploitation)	935 989 715	943 301 727
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
651 Redevance logiciels	0	0
654 Créances de l'exercice et des exercices antérieurs	0	0
656 Charges sur ressources affectées	4 076 360	69 075
CHARGES FINANCIERES	88 602 774	108 237 348
661 Charges d'intérêts	88 602 774	108 237 348
CHARGES EXCEPTIONNELLES	38 828 776	90 568 649
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	5 646 137	14 703 685
672 Autres charges sur exercices antérieurs	8 100	22 450
675 Valeur comptable des actifs cédés	29 593 574	12 446 520
678 Autres charges exceptionnelles	3 580 965	63 395 994
687 Dotations aux amortissements (charges exceptionnelles)	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	363 327	50 000
SOUS TOTAL	2 778 034 652	3 347 689 400
SOLDE CREDITEUR (bénéfice)	0	0
TOTAL GENERAL	2 778 034 652	3 347 689 400

PRODUITS		
	2012	2013
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 227 210 591	2 311 865 123
Produits des activités		
701 Vente fare commerciaux	11 279 023	10 175 800
708 Produits des activités (locations)	1 022 944 920	988 959 513
Production immobilisée		
72 Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation		
74 Subventions d'exploitation	1 070 400 043	1 296 686 241
Reprises sur provisions		
78 Reprises sur provisions pour risques et charges	118 510 245	15 974 494
Autres produits		
75 Autres produits de gestion courante	4 076 360	69 075
PRODUITS FINANCIERS	48 671 438	48 671 438
76 Produits des placements	48 671 438	48 671 438
PRODUITS EXCEPTIONNELS	467 388 222	514 633 420
Sur opération de gestion		
771 Produits exceptionnels sur opération de l'exercice	8 634 838	34 024 359
772 Produits exceptionnels sur op. des ex. antérieurs	13 288 471	7 623 064
775 Produits des cessions des éléments d'actif	11 204 795	6 511 761
Sur opération en capital		
777 Subvention d'investissement virées au résultat	434 261 118	466 474 236
SOUS TOTAL	2 743 271 251	2 875 169 961
SOLDE DEBITEUR (perte)	34 763 401	472 519 419
TOTAL GENERAL	2 778 034 652	3 347 689 400

BILAN
EXERCICE
2013

ACTIF

F 1002
Ind 1

		2012	2013		
<i>Actif immobilisé</i>		NET	BRUT	AMORT./PROV.	NET
203	frais recherche	64 377 648	124 157 058	47 311 531	76 845 527
205	Licenses brevets	2 650 382	50 007 493	48 158 983	1 848 510
211	terrains	7 058 389 700	6 997 943 180		6 997 943 180
213	constructions	8 886 375 647	24 939 720 443	16 164 597 242	8 775 123 201
215	Install tech materiel outillage	44 746	8 056 933	8 056 933	0
218	autres immobilisations	32 349 951	289 654 896	253 262 841	36 392 055
231	immobilisations en cours	1 594 917 905	2 223 288 354		2 223 288 354
261	immobilisations financières	150 400 000	150 400 000		150 400 000
274/5	autres créances immobilisées	756 373 440	756 373 440		756 373 440
ACTIF IMMOBILISE		18 545 879 419	35 539 601 797	16 521 387 530	19 018 214 267
		(4)	(4)		(4)
<i>Stocks</i>					
37	Stocks	6 774 534	0		0
<i>Créances d'exploitation</i>					
40	Débiteurs divers	0	0	0	0
41/491	Créances sur vente	499 203 804	2 844 788 841	2 269 835 126	574 953 715
42	Personnels et comptes rattachés	102 516 002	102 516 002		102 516 002
43	Autres créances	0	0		0
44	Subvention et autre à recevoir	11 375 730	10 103 257		10 103 257
466/468	Produits à recevoir	828 652 178	2 127 679 018		2 127 679 018
4718	Compte attente à régulariser	2 632 830	2 567 313		2 567 313
51/53	disponibilités	1 719 697 309	666 353 334		666 353 334
486	charges constatées d'avance	0	254 152		254 152
ACTIF CIRCULANT		3 170 852 387	5 754 261 917	2 269 835 126	3 484 426 791
		(5)	(5)		(5)
TOTAL ACTIF		21 716 731 806	41 293 863 714	18 791 222 656	22 502 641 058

PASSIF

F 1002
Ind 1

		2012	2013
<i>Capital</i>		NET	NET
102	dotation	409 131 909	409 131 909
106	réserves	2 235 947 416	2 235 947 416
11	report à nouveau	3 342 744 446	3 307 981 045
12	résultat net de l'exercice	-34 763 400	-472 519 418
13	subventions investissement	10 253 854 460	10 777 041 347
TOTAL		16 206 914 831	16 257 582 299
		(1)	(1)
<i>Provisions pour risques et charges</i>			
15	provisions	1 759 734 866	1 785 406 383
TOTAL		1 759 734 866	1 785 406 383
		(2)	(2)
<i>Dettes</i>			
16	emprunts	3 270 435 879	3 223 747 474
		(3)	(3)
<i>Dettes d'exploitation</i>			
40	dettes fournisseurs	209 634 258	332 160 065
42/43	dettes sociales et fiscales	114 661 189	126 030 437
44	impôts et taxes	8 578 242	8 250 743
46	charges à payer	133 570 243	752 688 032
47	recettes à régulariser	13 202 298	16 775 625
487	produits constatés d'avance	0	0
DETTES		3 750 082 109	4 459 652 376
		(6)	(6)
TOTAL PASSIF		21 716 731 806	22 502 641 058
fonds de roulement		2 691 206 157	2 248 521 889

L'agent comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte ; il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exceptions, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'établissement pendant l'année 2013 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Papeete, le 22 juillet 2014
l'Agent Comptable

Karim LAOUITI

L'ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

A Papeete, le 22 juillet 2014
Le Directeur Général par intérim

Catherine CARLOTTI

Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du 22 juillet 2014

A Papeete, le 22 juillet 2014
Le Président du Conseil d'Administration

Marcel TUIHANI

ANNEXE DU COMPTE FINANCIER 2013

I. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes présentés par l'Office Polynésien de l'habitat ont été établis conformément à l'instruction comptable M9-5 dans le respect des principes généraux de prudence, de régularité et de sincérité, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principes retenus ci dessus ainsi que les règles et méthodes appliquées sont identiques à ceux de l'exercice précédent.

L'activité de l'office est définie par son statut et consiste essentiellement dans la construction et la gestion de logements sociaux. L'exercice social commence le 1^{er} janvier N et s'achève le 31 décembre N. L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

II. NOTES SUR LE BILAN

Le tableau des immobilisations figurant en annexe du compte financier mentionne les mouvements de l'exercice.

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les études et les logiciels. Leur durée d'amortissement est de 4 ans.

Il a été décidé lors du conseil d'administration du 3 mars 2009 d'amortir les frais d'études relatifs à des projets abandonnés sur la même durée.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées au bilan conformément à la règle du coût historique complet. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie économique estimée des biens et autorisés par délibération du Conseil d'Administration.

Les taux utilisés sont les suivants :

Matériels et outillages	:	25 %	4 ans
Agencements installations	:	20 %	5 ans
Matériel de transport	:	20 %	5 ans
Matériel de bureau et informatique	:	25 %	4 ans
Mobilier de bureau	:	25 %	4 ans
Bâtiments	:	6.66 % et 5%	15 et 20 ans
Agencements immeubles	:	25 %	4 ans

Il est à noter que les chauffe-eaux solaires financés dans le cadre de la rénovation du parc ancien de l'OPH et comptabilisés au compte 2135 « installations, agencements, aménagements » sont amortis sur 10 ans ce qui correspond à leur durée de vie estimée (garantie décennale).

Livraison de 32 logements en 2013 :

Résidence Pofatu TEPAPA 3 : 12 logements individuels, livrés le 19 septembre 2013 (2 F3, 8 F4, 2 F5) en location simple.
Résidence PERETUNA : 20 logements individuels, livrés le 14 mai 2013.

Sortie de logements et de terrains en 2013 dans le cadre de l'accession à la propriété :

- 1 logement du lotissement ATIMA
- 1 logement du lotissement MAIRE NUI
- 14 logements du lotissement TAAPUNA
- 3 logements du lotissement VAITERUPE

3. Immobilisations en cours

Le compte 231 « immobilisations en cours » a pour objet de faire apparaître la valeur des immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice. Au 31 décembre 2013, son montant s'élève à 2223MFcfp.

Il correspond à plusieurs projets en cours dont les plus importants sont MOTIO, Nina Peata, Tepapa 3, ainsi que certaines dépenses liées aux grosses réparations.

4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par le prêt aux défiscalisants et par les cautionnements liés au leasing de véhicules. 10 véhicules sont concernés fin 2013 pour un loyer mensuel global moyen de 600 000 Fcfp.

5. Stocks

Le stock final constaté au 31/12/2013 est à 0 du fait de la sortie physique de deux fare correspondant à 2 kits bois du programme 5 FB 2011.

6. Clients

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Les provisions ont été comptabilisées en couverture de 100% des créances à plus d'un an, 50% des créances de 6 mois à 1 an et 25% des créances inférieures à 6 mois pour les créances de loyers. L'exercice 2013 est marqué par la non admission en non valeur des créances ce qui aurait pu réduire mécaniquement le niveau des impayés.

Le montant de la dotation s'élève à 137 364 465 Fcfp.

Les créances hors loyers dont le recouvrement paraît compromis ont été provisionnées pour leur valeur nominale, soit 12 418 889. Dans le même temps, des reprises ont été comptabilisées pour 110 381 Fcfp.

7. Autres créances

En 2013, le bilan a fortement impacté par 4 principaux éléments :

Le 1er est consécutif à la prise en compte du programme 118FB (Comptabilisation en ressources affectées des programmes de construction fare et d'AAHI ; voir annexe jointe)

Le 2nd consiste en un complément de subvention de fonctionnement pour 204MFcfp.

Le 3ème provient du décompte du lotissement TEPAPA 3 mis en service en 2013 pour 33MF.

Le 4ème est un récapitulatif de toutes les demandes en attente (Assainissement pour 49MF, Grosses réparations pour 60MF, acompte du lotissement Nina Peata pour 41M, divers acomptes d'études pour 40MF,...) soit plus de 220MFcfp.

8. Affectation du résultat

Le conseil d'administration ayant statué sur les comptes de l'exercice 2012 a affecté le résultat en "Report à nouveau" pour sa totalité soit – 34 763 401 Fcfp.

9. Subventions

Les subventions d'investissement obtenues sont enregistrées à hauteur des montants demandés et/ou encaissés.
Les subventions relatives aux constructions sont rapportées au résultat au même rythme que la durée de vie estimée du bien.
Les subventions obtenues dans le cadre de l'acquisition de terrain sont rapportées en totalité au résultat sur l'exercice de cession du terrain.

10. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées des éléments suivant :

10.1 Provisions pour risques

Le montant des dotations aux provisions 2013 est réduit par rapport à l'exercice précédent (11,5 MF cfp contre 27,6 MFcfp en 2012). Elles couvrent les risques raisonnablement encourus ou avérés dans le cadre des contentieux. Au 31 décembre 2013, elles s'élèvent à 11 535 630 Fcfp. Les provisions inscrites sur l'exercice sont liées à des litiges avec le personnel (transformation d'un CDD en CDI).

10.2 Provisions pour grosses réparations

Aucune dotation n'avait été constatée en 2012. Le précédent agent comptable avait estimé que le montant cumulé au compte 1572 « Provisions pour grosses réparations » était suffisamment conséquent.

Au vu des provisions importantes jusqu'alors constituées par des dotations et par le fait que l'OPH bénéficie d'une subvention spécifique relative à des dépenses de grosses réparations par le Territoire, il a été décidé de limiter la dotation à 30 MF pour l'exercice 2013.

Des travaux sont en cours pour définir une méthode visant à établir une estimation dans le cadre d'un programme pluriannuel d'intervention sur le parc de l'OPH. A ce jour, l'avancée des travaux n'a pas permis d'établir de façon sincère une provision pour grosses réparations.

10.3 Autres provisions

Une provision exceptionnelle relative à la mise en débet des 2 agents comptables de l'établissement en poste de 2002 à 2009 avait été passée en 2011 à hauteur de 101 516 002 Fcfp. En l'absence de réponse de la Cour des Comptes sur la remise gracieuse, aucune reprise n'a été effectuée en 2013.

11. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Le tableau des créances et des dettes figurant en annexe mentionne les durées restant à courir des emprunts.

L'endettement global de l'OPH a peu évolué suite au remboursement de 243 MF cfp de capital emprunté car un nouveau tirage auprès de l'AFD a eu lieu en 2013. Il est structurellement constitué de financements souscrits auprès de l'AFD (71% du financement) et également auprès de DEXIA pour les opérations TEIATO et VAIMARUIA menées en défiscalisation. Au 31 décembre 2013, le montant des emprunts s'élève à 3 207 971 226 Fcfp.

Les intérêts courus non échus ont été comptabilisés pour 15 776 248 Fcfp.

12. Dettes d'exploitation

Les dettes sont portées au bilan pour leur valeur nominale après prise en compte de toutes les charges à payer pouvant résulter tant des obligations contractuelles de la société que des législations fiscales et sociales en vigueur sur le Territoire. Leur échéance est inférieure à un an.

Elles s'élèvent à 1 236 660 601 Fcfp. Cette hausse de plus de 750MFcfp par rapport à 2012 s'explique par la variation importante de 2 postes : les charges à payer et les dettes fournisseurs.

Les charges à payer augmentent de 619MF principalement du fait de la prise en compte du programme 118FB.

Les dettes fournisseurs augmentent de 122MF en majeure partie par les charges liées au programme 118FB (+151MF) et à une rectification opérée sur le compte 408 (-48MF due à une erreur d'imputation).

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Eléments relatifs au résultat d'exploitation

Les recettes d'exploitation s'établissent à 2 311 815 123 Fcfp en 2013 (pour mémoire, 2 227 210 591 Fcfp en 2012) soit une hausse de 3,6% sur l'exercice, principalement due à la hausse des subventions (+17,5 %) en rapport avec le programme 118FB et une baisse des revenus locatifs (-3%).

Les charges d'exploitation s'établissent à 3 148 833 403 Fcfp (pour mémoire, 2 650 966 Fcfp en 2012), soit une hausse de 18 %. Cette hausse est à rapprocher de celle de l'activité de construction en habitat dispersé et commerciale (hausse des achats de 63%), ainsi que de la hausse des dépenses de fonctionnement de l'OPH essentiellement des charges de personnel (+38%).

2. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'établit à 424 064 771 Fcfp.

Les principaux éléments au niveau des produits exceptionnels sont la quote-part des subventions virées au compte de résultat pour 466 474 236 Fcfp. et les produits exceptionnels sur opération de l'exercice.

V. AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif à la clôture de l'exercice.

Par effectif, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par l'entreprise. Il est composé à la clôture des comptes de 146 personnes en CDI (123 au 31/12/2012) et 1 collaborateur en CDD. L'évolution de l'effectif résulte du recrutement de 52 agents (FDA et SAGEP) et du départ volontaire de 28 agents ainsi que d'une mise à la retraite.

2. Engagements hors bilan

Enfin, au 31 décembre 2013, l'OPH a évalué son engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite à un montant de 26 940 247 FCFP. La provision représente le montant des engagements de retraite à l'égard des salariés en proportion de leur ancienneté et attribué le jour de leur départ à la retraite. Il est tenu compte de la probabilité pour chaque salarié d'être vivant et de rester dans l'entreprise jusqu'à la retraite. Il a été décidé de prendre un taux moyen d'augmentation des rémunérations annuelles de 2,5%.

AMORTISSEMENTS : SITUATION ET MOUVEMENTS (synthèse)

au 31/12/2013

	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS	DOTATION DE L'EXERCICE (LÉNAIRE)	DIMINUTION DE L'EXERCICE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS FIN EXERCICE
TOTAL1 : COMPTE = 203, FRAIS D'ETUDES	39 889 079	7 422 452	0	47 311 531
TOTAL1 : COMPTE = 205, BREVETS ET LICENCES	46 472 407	1 686 576	0	48 158 983
TOTAL1 : COMPTE = 2131, BÂTIMENTS SOL PROPRE	15 447 639 140	688 394 866	105 893 777	16 030 140 228
TOTAL1 : COMPTE = 2135, INST. AGENC. AMENAG. CONSTRU.	91 527 882	42 929 128	0	134 457 012
TOTAL1 : COMPTE = 2154, MATERIEL INDUSTRIEL	8 012 187	44 746	0	8 056 933
TOTAL1 : COMPTE = 2181, INSTALL. GENE. ET AGENC.	45 576 702	0	0	45 576 702
TOTAL1 : COMPTE = 2182, MATERIEL ROULANT	77 644 728	6 143 908	0	83 788 636
TOTAL1 : COMPTE = 2183, MAT. DE BUREAU ET INFORMATIQUE	47 820 376	1 836 779	0	49 657 155
TOTAL1 : COMPTE = 2184, MOBILIER DE BUREAU	65 206 405	2 541 075	0	67 747 480
TOTAL1 : COMPTE = 2188, MATERIELS LOURDS	5 509 656	983 213	0	6 492 869
TOTAL GÉNÉRAL	15 875 298 561	751 982 742	105 893 777	16 521 387 528



ETAT DES CREANCES DOUTEUSES AU 31/12/2013

CLIENTS	CREANCES	PROVISIONS				
	Créances fin 2013	Provisions 2013 nettes des reprises	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice	Taux de Provision Cumulé
Créances à plus d'un an (100%)	1 994 744 853	1 887 338 052	107 406 801		1 994 744 853	100%
Créances de plus de 6 mois à moins d'un an (50%)	175 773 652	69 310 527	18 576 299		87 886 826	50%
Créances de moins de 6 mois (25%)	207 585 162	40 514 925	11 381 366		51 896 291	25%
Total des créances locatives (hors AFL)	2 378 103 667	1 997 163 504	137 364 465	0	2 134 527 969	90%
Créances hors Gestion Locative	141 767 420	122 998 649	12 418 889	110 381	135 307 157	95%
TOTAL DES CREANCES DOUTEUSES	2 519 871 087	2 120 162 153	149 783 354	110 381	2 269 835 126	90%

ETAT DES PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS AU 31/12/2013

Valeur Parc Immobilier	Provisions début exercice nette des reprises	Dotations de l' exercice	Reprises de l' exercice	Provisions fin de l' exercice nette des reprises	Taux de Provision Cumulé
23 832 095 638	1 629 584 520	30 000 000	0	1 659 584 520	7,0%

Au vu des provisions importantes jusqu'alors constituées par des dotations annuelles estimées à 1% de la valeur nominale du parc immobilier, au regard des faibles reprises annuelles et par le fait que l'OPH bénéficie d'une subvention spécifique aux dépenses de grosses réparations par le Territoire, il a été décidé de ne constituer que 30 MF en provisions pour grosses réparations.

SITUATION DES EMPRUNTS AU 31/12/2013

BANQUE	Capital dû au 31/12/2012	Capital souscrit en 2013	Versements échus au cours de l'exercice			Durée de remboursement du capital restant dû à la clôture de l'exercice			
			Total	Capital	Intérêts	Total	A - 1 an	A + 1 an et - 5 ans	A + 5 ans
Banque de Polynésie	31 772 923		27 695 659	27 028 017	667 642	4 744 906	4 744 906		
Banque de Tahiti	68 107 380		8 889 545	8 212 755	676 790	59 894 625			59 894 625
Agence Française de Dvlpt	2 311 638 031	207 179 714	280 520 263	207 363 878	73 156 385	2 311 453 867			2 311 453 867
Dexia	840 456 644		45 000 000	8 578 816	36 421 184	831 877 828	831 877 828		
TOTAL	3 251 974 978	207 179 714	362 105 467	251 183 466	110 922 001	3 207 971 226	836 622 734	0	2 371 348 492

Les intérêts courus non échus représentent la somme de 15 776 248 F cfp (crédit compte 1688)

SUIVI DES PRODUITS A RECOURER ET CHARGES A PAYER

Programme	Opération	4682 Charges à payer	4684 Produits à recevoir	Commentaires	
100 FARE DUR 2005	Convention		988 000 000	Arrêté n°1728/PR du 21/11/05 03/01/2006 14/09/2006 26/11/2007 Participations FINANCEMENT TTC	
	Encaissement 2005				
	Encaissement 2006		251 940 000		
	Encaissement 2006		251 940 000		
	Réalisation 2005	843 074	49 902 700		
	Réalisation 2006	545 778 477	101 268 800		
	Encaissement 2007		251 940 000		
	Réalisation 2007	253 479 487	3 706 200		
	Réalisation 2008	8 604 927			
	Encaissement 2008				
	Réalisation 2009	2 859 203			
	Réalisation 2010	-6 931 019			
	Réalisation 2010	0	-6 931 019		
	Solde écriture 2009		-176 434 832		
			0		0
30 FARE DUR 2006	Convention		279 000 000	Arrêté n°2392/PR du 08/09/06 02/10/2006 27/11/2007 Participations Participations Pas d'encaissement en 2009 Acompte n°2 Participations réintégrées FINANCEMENT TTC	
	Encaissement 2006		71 145 000		
	Réalisation 2006	27 944 770	28 599 700		
	Encaissement 2007		71 145 000		
	Réalisation 2007	164 177 431	15 779 600		
	Réalisation 2008	62 353 045			
	Encaissement 2008		2 734 200		
	Réalisation 2009	4 488 537			
	Encaissement 2009				
	Réalisation 2010	1 664 196			
	Encaissement 2010		71 145 000		
	Réalisation 2011	1 135 622			
	Régularisation 2011		472 000		
			17 236 399		17 979 500
	30 FARE DUR 2007	Convention			287 000 000
Encaissement 2007			22 749 500		
Réalisation 2007		8 372 013			
Encaissement 2008			121 975 000		
Réalisation 2008		153 380 720			
Encaissement 2008			10 672 200		
Régularisation 2008			-1 980 700		
Réalisation 2009		33 456 483			
Encaissement 2009			24 937 887		
Encaissement 2009			5 169 900		
Réalisation 2010		49 949 709			
Réalisation 2011		466 406			
Régularisation 2011			4 924 300		
Réalisation 2012		14 607 399			
Encaissement 2012			0		
Réalisation 2013	328 212				
Encaissement 2013		72 852 149			
		26 239 057	25 679 764		

ETAT DE REPORT DE CREDITS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2013 SUR L'EXERCICE 2014

N°COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P +D.M.)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTEES
203	Frais de recherche et de développement	121 136 832	2 970 745	118 166 087
205	Brevets et licences	4 714 925	884 704	3 830 221
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	125 851 757	3 855 449	121 996 308
211	Terrains	1 418 731 452	-48 000 000	1 466 731 452
213	Constructions	12 522 944	387 568	12 135 376
215	Instal. techniques, mat. et outil. industriels	752 092	0	752 092
218	Autres immobilisations corporelles	47 535 978	7 489 105	40 046 873
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 479 542 466	-40 123 327	1 519 665 793
231	Immobilisations corporelles en cours	11 406 716 085	1 254 545 023	10 152 171 062
23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 406 716 085	1 254 545 023	10 152 171 062
26	Titres de participations	0	0	0
26	PARTICIPATIONS	0	0	0
274	Autres prêts	0	0	0
275	Dépôts et cautionnements versés	0	0	0
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	0	0	0
	TOTAL	13 012 110 308	1 218 277 145	11 793 833 163

L'agent comptable

La Directrice Générale, p.i

Karim LAOUI

Catherine CARLOTTI

ETAT DETAILLE DES CREDITS REPORTEES AU 31/12/2013

N° COMPTE	LIBÉLLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTEES	Observations
203	Frais d'études	51 036 832	2 970 745	48 066 087	
203	Etudes RHI OUTUMAORO	55 100 000	0	55 100 000	
203	Etudes RHI MAMAO	0	0	0	
203	Etudes préparation CdP n°2	15 000 000	0	15 000 000	
205	Brevets et licences	4 714 925	884 704	3 830 221	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	125 851 757	3 855 449	121 996 308	
211	Divers terrains	209 920 000	-48 000 000	257 920 000	
211	HOTUAREA	22 400 000	0	22 400 000	
211	OUTUMAORO Nina Peata	110 258 800	0	110 258 800	
211	TIMIONA 2.2	208 730 000	0	208 730 000	
211	TOAHOTU (Transfert Pays)	59 999 862	0	59 999 862	
211	MOTIO (Transfert Pays)	516 361 300	0	516 361 300	
211	VAIRAI	90 316 000	0	90 316 000	
211	VAITEMANU 2	200 745 490	0	200 745 490	
211	TERRAINS	1 418 731 452	-48 000 000	1 466 731 452	
2135	Install. Agenc. Aménag.	12 522 944	387 568	12 135 376	
213	CONSTRUCTIONS	12 522 944	387 568	12 135 376	
2154	Matériel et outillage	752 092	0	752 092	
215	INSTALL. TECHNIQUES MATERIEL ET OUTILLAGE	752 092	0	752 092	
2181	Installations générales et agencements	7 230 188	386 100	6 844 088	
2182	Matériel roulant	5 000 000	0	5 000 000	
2183	Matériel bureau et informatique	10 962 863	7 103 005	3 859 858	
2184	Achat de mobilier pour cités de transit	17 262 927	0	17 262 927	
2184	Mobilier	4 000 000	0	4 000 000	
2188	Matériel lourd	3 080 000	0	3 080 000	
218	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	47 535 978	7 489 105	40 046 873	
21	IMMOBILISATIONS	1 479 542 466	-40 123 327	1 519 665 793	

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D:M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPORTES	Observations
231	DIVERS (Immobilisations en cours)	9 198 289	-58 903 835	68 102 124	Transferts en charges d'opérations ab
231	OUTUMAORO Nina Peata	547 792 417	268 351 564	279 440 853	
231	VAIRAI	511 514 640	68 440	511 446 200	
231	TIMIONA 2.2	523 995 235	774 335	523 220 900	
231	VAITEMANU 2	502 921 673	2 241 194	500 680 479	
231	Domaine LABBE	2 597 956 013	77 125 085	2 520 830 928	
231	HOTUAREA	194 888 658	15 837 935	179 050 723	
231	PERETUNA	73 930 047	75 235 464	-1 305 417	
231	VAITUPA Paea	42 171 516	62 100	42 109 416	
231	PUNA NUI (Aire de jeux)	42 416 079	395 500	42 020 579	
231	VAHIRIA	136 466 306	10 333 260	126 133 046	
231	Aire de jeux VAIMARUIA	30 000 000	0	30 000 000	
231	Cité de transit - VAITUPA	434 486 640	100 513	434 386 127	
231	TEPAPA 3	142 974 273	131 571 782	11 402 491	
231	Grosses réparations	194 177 991	172 165 216	22 012 775	
231	Sécurisation des lotissements	1 583 029 944	0	1 583 029 944	
231	TOAHOTU	441 331 547	6 374 069	434 957 478	
231	TEROMA Extension	314 755 332	7 545 103	307 210 229	
231	MOTIO	1 589 231 426	538 463 656	1 050 767 770	
231	LES HAUTS DE TEROMA (TEROMA 2.3)	1 309 666 298	0	1 309 666 298	
231	Aménagement foncier HITIMAHANA	6 458 811	731 856	5 726 955	
231	Remise en état PAPAROA Transit	6 309 416	6 071 786	237 630	
231	Réhabilitation Cité Grand	62 419 000	0	62 419 000	
231	Réhabilitation Cité Mariani	108 624 534	0	108 624 534	
23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	11 406 716 085	1 254 545 023	10 152 171 062	

N° COMPTE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS (B.P+D.M)	MONTANT DES MANDATEMENTS	CREDITS REPOTES	Observations
261	TITRES DE PARTICIPATION	0	0	0	
26	<i>PARTICIPATIONS</i>	0	0	0	
274	PRÊT AUX DEFISCALISANTS	0	0	0	
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	0	0	0	
27	<i>DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES</i>	0	0	0	
	TOTAL	13 012 110 308	1 218 277 145	11 793 833 163	

La Directrice Générale, p.l

Catherine CARLOTTI